

# Un loup déguisé en mouton : une stratégie européenne de sécurité

**Jürgen Wagner**

*Politologue et membre du conseil d'administration de l'Office d'information sur la militarisation (Informationsstelle Militarisierung eV), Allemagne*

Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de juin 1999 à Cologne est considéré comme la date fondatrice de la militarisation de l'Union européenne. C'est à cette époque qu'a été décidé le principe de la création de troupes d'interventions militaires, dont la taille a été fixée à 60 000 soldats (ce qui signifie un total d'environ 180 000 soldats vu la nécessaire rotation et le soutien logistique). Pour donner un cadre stratégique à cette militarisation, une « Stratégie européenne de sécurité » (SES) <sup>1</sup> a été adoptée, quelque temps après, en décembre 2003.

## **Affirmer sa puissance au niveau mondial : ce n'est qu'ensemble que nous sommes forts !**

La SES revendique, sans aucune équivoque, un rôle de puissance mondiale pour l'Europe : « En tant qu'union de 25 États avec plus de 450 millions d'habitants produisant le quart du produit national brut (PNB) mondial, et avec un large éventail d'instruments à sa disposition, l'Union européenne constitue indiscutablement un acteur mondial. [...] L'Europe doit être prête à prendre part à la responsabilité de la sécurité internationale et à l'édification d'un monde meilleur » (SES : 2).

Cette mise en commun des capacités de puissance des États-nations au niveau européen semble d'autant plus urgente pour les élites de l'UE dans le contexte du déplacement de la puissance en direction de l'Asie, ainsi que celui

des conflits croissants au niveau international. L'idée qu'en a l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair est significative : « Pour l'Europe, l'essentiel est de comprendre que la seule façon d'obtenir un soutien pour l'Europe d'aujourd'hui ne repose pas sur une espèce de conception d'après-guerre selon laquelle l'UE est nécessaire à la paix [...] Dans un monde où, notamment, la Chine va devenir la puissance dominante du XXI<sup>e</sup> siècle, il est judicieux pour l'Europe de s'unir, d'utiliser son poids collectif afin d'exercer une influence. La justification pour l'Europe, aujourd'hui, est donc une question de pouvoir, pas de paix »<sup>2</sup>.

## Un complexe de menaces tentaculaire

Une fois clarifiées les ambitions de la SES, le document présente une interminable série de menaces contre lesquelles il est nécessaire de se défendre. Dans la partie « principales menaces » sont répertoriés pas moins de cinq types de menaces, qui sont ensuite subdivisés en de nombreuses sous-menaces<sup>3</sup>. Dans d'autres parties du document, de nouvelles menaces sont encore citées, par exemple la question de la dépendance énergétique qui est une préoccupation particulière pour l'Europe. L'Europe est le plus grand importateur mondial de pétrole et de gaz. Les importations représentent actuellement environ 50 % de la consommation d'énergie. Ce chiffre passera à 70 % en 2030 (SES : 4).

Ce qui est particulièrement frappant dans ce document établi à un haut niveau, c'est qu'il ne précise nulle part quels moyens déployer contre les menaces spécifiques. Ce faisant, il favorise une « sécuritarisation » qui fait entrer de nombreux éléments dans le champ de l'armée. L'exemple le plus frappant est celui de la politique de développement qui, conformément à l'article 208 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, doit se consacrer exclusivement à l'éradication de la pauvreté. En fait, elle est de plus en plus instrumentalisée au profit de questions de sécurité, pour permettre de financer directement les interventions militaires sur les budgets de politique de développement comme le projet « Facilité de paix pour l'Afrique ».

Le résultat est que la SES, en définissant vaguement les menaces, ouvre la porte pour, dans certaines circonstances, faire face militairement à ces « menaces », lorsque c'est jugé nécessaire pour les intérêts propres de l'Union.

## Des interventions vigoureuses dans le monde

Déjà quelque temps avant le passage à la SES, la limite géographique d'intervention des forces de réaction de l'UE – qui était déjà généreuse, puisque fixée en 1999 dans un rayon de 4 000 km de Bruxelles – avait été abandonnée, les premières interventions sous l'égide de ce qu'on appelle maintenant « la

politique de sécurité et de défense commune » (PSDC) ayant déjà démarré avec « Concordia » en Macédoine, en mars 2003, et Artémis au Congo, en juin 2003, clairement situé à plus de 4000 km de Bruxelles.

Il faut noter que le déploiement de troupes d'intervention de l'UE était à l'époque principalement justifié par le fait que les conflits des Balkans ont montré que l'UE doit être en capacité d'intervenir dans les cas extrêmes de conflits sur sa périphérie immédiate. C'est l'argument qui a été donné pour l'opération Artémis en dernier lieu. Après tout, il était évident que l'intention était finalement de pouvoir intervenir militairement au niveau mondial. Là encore, la SES en a fourni la justification, peu de temps après : « Notre conception traditionnelle de défense intérieure – jusqu'à et pendant la guerre froide – était fondée sur la menace d'invasion. Face aux nouvelles menaces, la première ligne de défense se situera souvent à l'étranger. Les nouvelles menaces sont dynamiques. [...] Nous devons développer une culture stratégique propre à favoriser des interventions précoces, rapides et, si nécessaire, vigoureuses » (SES : 8 et 12).

Au Sommet de l'UE, en juin 2004, à Bruxelles, de nouveaux dispositifs ont été décidés avec « *Headline Goal 2010* », littéralement, afin d'être mieux armé pour une telle intervention. En plus des troupes d'intervention de l'UE, il s'agissait de constituer des « groupes tactiques » prêts à intervenir – troupes d'intervention très mobiles pouvant être déplacées rapidement et ayant environ 1500 soldats chacune. Depuis début 2007, deux de ces groupes d'intervention sont toujours prêts à être transférés en 5 à 30 jours seulement. Lors du Sommet du Conseil européen de décembre 2008 a été fixé un nouvel objectif de planification extrêmement ambitieux : développer aussi rapidement que possible les capacités pour pouvoir effectuer jusqu'à 19 interventions simultanées de la PSDC – dont deux opérations de combat de grande intensité à la fois et deux « missions de stabilisation », c'est-à-dire des interventions d'occupation comme en Afghanistan.

Si on demande aux responsables politiques de haut niveau de l'UE ce qui caractérise la politique étrangère et de sécurité de l'UE et en quoi elle diffère de celle des autres acteurs, on peut être certain qu'ils souligneront la coopération civilo-militaire. Ainsi, Javier Solana, haut représentant de l'UE jusque fin 2009, a déclaré : « La logique sous-jacente à la PESD – son approche civilo-militaire unique et distinctive pour une gestion de crise – était en avance sur son temps quand elle a été conçue. Cette logique a fait ses preuves et a été largement adoptée par d'autres. »<sup>4</sup>

Cette logique est l'accompagnement civil de l'intervention militaire et augmente son efficacité. Une fois de plus, la SES en fournit la justification : « Dans presque toutes les interventions importantes, l'efficacité militaire est suivie d'un chaos civil. [...] Le défi est maintenant de rassembler les différents instruments et moyens : les programmes d'aide européens et le Fonds euro-

péen de développement, les capacités militaires et civiles des États membres et autres instruments » (ESS : 12ff).

Les mesures civiles – médiation, aide humanitaire, etc. – ont toutefois été initialement considérées comme des alternatives, et non comme des compléments à la politique étrangère militaire. Mais aujourd'hui, la coopération civilo-militaire compromet fortement l'indépendance et la neutralité des acteurs civils, car ils sont souvent vus comme des appendices de l'intervention militaire. C'est pourquoi, les ONG *Dachverband der Deutschen Entwicklungspolitischen* (VENRO – Fédération de politique de développement des ONG allemandes) ont aplani cette critique : « La coopération civilo-militaire » signifie que la coopération pour le développement d'un État et l'aide à la reconstruction sont subordonnées à des objectifs militaires comme celui de la « contre-insurrection »<sup>5</sup>.

L'amalgame entre les aspects civils et militaires a même maintenant été institutionnalisé au niveau stratégique : le 1<sup>er</sup> décembre 2010, le Service européen pour l'action extérieure a commencé à fonctionner. Il combine presque tous les instruments civils et militaires avec pour objectif d'être en capacité de réaliser une politique de puissance « plus cohérente » et plus transparente, comme on le voit dans les déclarations de la haute représentante Catherine Ashton : « Nous devons mobiliser tous nos leviers d'influence – outils politiques, économiques, ainsi que civils et militaires pour la gestion de crise – à l'appui d'une stratégie politique unique. [...] Les jours où on pouvait taxer la politique étrangère de l'UE de n'être que bavardage stérile sont depuis longtemps révolus »<sup>6</sup>.

## Une nouvelle stratégie géopolitique mondiale ?

Le projet européen de Stratégie globale lancé par l'Italie, l'Espagne, la Suède et la Pologne s'est fixé pour objectif de présenter une nouvelle stratégie en mai 2013, où seront développées des idées qui « dépassent les risques pour examiner aussi les opportunités et prennent en compte les changements en Europe aussi bien que dans le reste du monde »<sup>7</sup>.

Un des changements essentiels concerne le déplacement du regard des États-Unis en direction de l'Extrême-Orient, ce qui a fourni aux responsables politiques de l'UE une occasion d'étendre la sphère d'influence de l'UE et de se substituer aux États-Unis comme « puissance de maintien de la paix » dans une région plus vaste. L'avocat le plus important de cette cause est le *Group on Grand Strategy* (GoGS), une association de géopoliticiens qui préconisent explicitement l'instauration d'une large zone impériale militairement sécurisée et une expansion importante de la sphère d'influence de l'UE<sup>8</sup>. Lorsque la SES a commencé à parler de politique de puissance européenne, la langue était très codée, mais cette période a progressivement pris fin. ■

## Notes

- 1) <http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/78367.pdf>
- 2) Andrew Hough : “Tony Blair : EU needs elected president, former PM says”, *The Telegraph*, 9 June 2011.
- 3) Les « principales menaces » citées sont le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, les conflits régionaux, les coups d’État et le crime organisé.
- 4) Álvaro de Vasconcelos (ed.) : « What ambitions for European defence » in 2020, EUISS 2009, p. 7 (Quelles ambitions pour la défense européenne en 2020 ?).
- 5) VENRO : « Was will Deutschland am Hindukusch ? », Positionspapier N° 7/2009, p. 6.
- 6) Remarks by EU HR Ashton at the Munich Security Conference, 6 February 2010 ([http://www.eu-un.europa.eu/articles/en/article\\_9472\\_en.htm](http://www.eu-un.europa.eu/articles/en/article_9472_en.htm)).
- 7) Think-tank process for a European Global Strategy, EGS Fact Sheet, July 2012 (<http://www.euglobalstrategy.eu/about>).
- 8) Jürgen Wagner: “Grand Area: Ein imperiales Raumkonzept für die Weltmacht Europa”, in: *Wissenschaft & Frieden* 1/2013.